



Discours de Christian Noyer, Gouverneur de la Banque de France
Inauguration du Colloque OCDE sur l'éducation financière
31 Octobre 2013

Monsieur le Secrétaire général adjoint, Cher Rintaro Tamaki,
Mesdames et Messieurs,

C'est un grand plaisir pour moi d'être parmi vous aujourd'hui pour cet évènement, j'en suis convaincu, particulièrement utile.

Je tiens à remercier les organisateurs et à souligner le rôle de l'OCDE, et en particulier du réseau international sur l'éducation financière (INFE), en tant que coordinateur et catalyseur des actions menées dans ses pays membres et dans le monde en faveur du développement de l'éducation financière.

Je voudrais partir de quelques questions simples pour introduire ce symposium.

1. Pourquoi agir en faveur du renforcement de l'éducation économique et financière du grand public ?

Le rapport des citoyens à l'économie est souvent paradoxal : cette matière leur est très familière (billets et pièces dans leurs poches, crédits...) ; et en même temps très étrangère. Ils savent que l'économie, c'est important, qu'elle gouverne en partie nos vies ; ils ont même le sentiment que cela sera encore plus important dans la vie de leurs enfants ; et cependant, ils jugent souvent eux-mêmes leurs propres connaissances en la matière perfectibles et trouvent ce sujet complexe, abstrait, voire hermétique et réservé à des initiés, qui plus est rarement d'accord entre eux.

Les études d'opinion pointent bien le besoin d'un renforcement de l'éducation économique du grand public : l'an dernier, un sondage réalisé pour la Banque de France montrait que 60% des personnes interrogées en France pensaient que l'information économique n'est pas compréhensible ; et que plus de 50 % ne connaissaient pas la réponse correcte à une question simple et concrète de calcul de taux d'intérêt.

C'est aussi pourquoi, sur la base des recommandations élaborées par l'OCDE et des travaux adoptés par le G20, la France va prochainement définir une stratégie nationale en matière d'éducation économique et financière, ce qui n'avait jamais été fait auparavant.

2. Pourquoi les banques centrales, et notamment la Banque de France, s'engagent-elles pour l'éducation économique et financière ?

D'abord parce que, en tant qu'institution républicaine au cœur de la politique économique, nous avons une responsabilité sociale de pédagogie sur ces thèmes d'intérêt général, notamment vis-à-vis des populations les plus fragiles.

Aussi parce que les banques centrales sont souvent l'un des principaux employeurs d'économistes et qu'elles ont donc intérêt à ce que les jeunes aient une meilleure connaissance de et même, si possible, une plus grande appétence pour cette matière.

Au fond, et surtout, parce qu'une bonne culture économique et financière de tous les citoyens est un facteur d'efficacité des politiques dont nous avons la charge, en particulier pour le maintien de la stabilité des prix et de la stabilité du secteur financier. Nos actions sont indéniablement plus efficaces si nos messages, qui s'appuient sur ses raisonnements économiques et financiers, sont compris le plus largement.

Pour toutes ces raisons, la Banque de France a fait de cet objectif une de ses priorités stratégiques à l'échéance 2020.

3. Comment les banques centrales peuvent-elles contribuer à l'éducation économique du public ?

Nous disposons d'au moins deux atouts très importants dans cette mission : notre expertise concrète de l'environnement économique et financier et des

grands débats de recherche et notre expérience collective déjà accumulée en matière d'outils pédagogiques, souvent innovants : brochures, bandes dessinées, vidéos, jeux, démarches intégrant les enseignants ou les travailleurs sociaux...

Mais nous devons aussi surmonter des défis : réussir à expliquer des choses complexes de manière simple, à un public que nous n'avons pas l'habitude de côtoyer et dans un contexte d'accélération de l'information et de multiplication des sources manquant souvent de clés de décryptage.

4. En quoi un espace muséal peut-il contribuer à renforcer l'éducation économique et financière du grand public ?

La plupart des banques centrales ont ouvert au public un espace muséal. C'est le cas en Europe, aux États-Unis, au Mexique, au Japon, par exemple. Sur la base de ces expériences réussies, la Banque de France a lancé en 2011 son projet de Cité de l'économie et de la monnaie. Ce projet vous sera décrit plus en détails cet après midi par Marc-Olivier Strauss-Kahn et je voudrais donc juste souligner en quoi un tel instrument peut servir l'objectif qui nous occupe aujourd'hui.

Nous parlons d'un moyen nouveau, original, d'aborder l'économie, mobilisant les possibilités offertes par la muséographie et par les technologies contemporaines en termes d'interactivité, de jeux de rôles, de situations immersives dans lesquelles le visiteur peut se mettre à la place de différents acteurs de l'économie, prendre des décisions (personnelles ou citoyennes), voir les résultats de ses décisions.

Nous parlons d'un lieu dédié à l'économie, avec une palette de propositions d'accès à la connaissance, sous différentes formes (photos, textes, films, manipulations mécaniques mais aussi conférences, ateliers, site internet et réseaux sociaux..), avec différents angles d'entrée (économie, mais aussi autres sciences sociales et disciplines artistiques..) et à différents niveaux (questions de base, approfondissements).

Nous parlons d'un lieu mémorable, mêlant à la fois le facteur de surprise (« the Whoah ! factor »), le didactique et le ludique, l'individuel et le collectif.

Toutes ces caractéristiques sont de nature à faire de notre future Cité un outil puissant au service de l'éducation économique et financière du public.

Permettez-moi de faire deux remarques finales :

- Notre action, notamment à travers un projet comme la Cité de l'économie et de la monnaie, ne peut se concevoir que fondée sur des partenariats. Nous venons en appui à d'autres intervenants cruciaux de la médiation de l'économie : les enseignants (avec qui nous préparons les contenus de la future Cité), les journalistes notamment. Nous travaillons étroitement avec l'éducation nationale et avec des acteurs d'expérience : par exemple avec l'Institut pour l'éducation financière du public ;
- Bien entendu, s'agissant d'une action d'éducation, il convient que les informations présentées le soient avec un grand souci de rigueur scientifique et de pluralisme. L'expertise des banques centrales et leur indépendance sont à cet égard de précieux atouts. Même les préconisations que défendent par ailleurs les banques centrales, si elles doivent naturellement être présentées, doivent être mises en contexte, parmi d'autres.

Mesdames, Messieurs, le renforcement de l'éducation économique et financière est fondamental pour une société qui veut résolument s'inscrire et progresser dans un environnement mondialisé. Il est fondamental pour donner à tous nos concitoyens le pouvoir de comprendre et de décider en connaissance de cause, dans leurs choix individuels et collectifs.

Je suis certain que ce symposium permettra à la fois de faire avancer la recherche en matière d'éducation économique et financière et de nourrir les meilleures pratiques. Je vous remercie pour votre attention.